

Service : Direction Assistance

Juridique et Prévention

Réf : ME/2017

Tél. : 04.66.56.43.74

C2017_13_31

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS CONSEIL DE COMMUNAUTÉ DU 21 SEPTEMBRE 2017

ÉTAIENT PRÉSENTS :

ROUSTAN Max, BENABDILLAH Jalil, MEUNIER Valérie, CAVAILLE Aimé, BENEZET Jean-Charles, MALAVIEILLE Patrick, RIBOT Philippe, CHASSARY Ghislain, RUAS Michel, TEISSIER Christian, BONNAFOUX Claude, PRADEN René, GRIMAL Hervé, PIALAT Lucile, COMTE Yves, BRIOUDES Georges, BAZALGETTE Thierry, RÉVERGET Gérard, PARIS Jean-Claude, ITIER Frédéric, ANDRÉ Sylvain, ALLEMAND Liliane, MAUBERNARD Éric, REY Alain, BEAUCLAIR Jean-Pierre, BRUNN Gilles (suppléant de BARBA Joseph), VIGNE Marielle, BESSE-DESMOULIÈRES Georges, FERNANDEZ Jacky, PEREZ Sylvie, VEZON Fabienne, PUPET Patrice, JACOT Thierry, HILLAIRE Richard, FIARD Fabien, GÉNOLHER Aurélie, BRUNEL Laurent, MILESI Pascal, BOUDET Jacques, VERSEILS Jean-Marc, PÉPIN Jacques, ROUX Andrée, MANIFACIER Guy, ANDRÉ Lionel, BOUGAREL Christophe, OZIL Cyril, VIC Jérôme, DOUSSIÈRE René, GRAS Frédéric, AMBLARD Patrick, CROS Henri, CORDIER Jean-Pierre, MEURTIN Serge, BUREL Jean-Michel, BARONI Gérard, DEVES Olivier, VEDRINES Simone, MALZAC Frédéric (suppléant de VARIN D'AINVELLE Roch), CRUVELLIER Josette, FERRIÈRE Catherine, SCHNEIDER Stéphane, HUGUES Laurent, CAPDUR André, MOURGUES Ludovic, BARAFORT Laure, NICOLAS Daniel, BOUSSAC Roseline, MAURIN Jean-Pierre, GAL Mireille, POUÉCH Serge, PEYTEVIN Jocelyne, GILLES François, SOULET Ghislaine, PEREZ Joseph, ROUILLON Jean-Claude, PEYRIC Marie-Christine, VEYRET Michèle, BERNARD-CHAMSON Béatrice, HÉRAIL Pierre, ARCANGIOLI Annie, SUAU Jean-Michel, MAGNE Martine, ALBALADEJO Marie-Claude, EVESQUE Jean-Luc, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, ROUX Philippe, CHAMBON Christian, LARGUIER Catherine, FAGES DROIN Fabienne, PLANTIER Éric, CASTOR Ysabelle, RAVAUD Corinne, SEKARNA Nordine, LAURENT Cyril, MATHEAUD Benjamin, DAL CERRO Christelle, SORTAIS Virginie

POUVOIRS :

MARTIN Pierre (pouvoir à Mme MEUNIER Valérie), IGLESIAS Bonifacio (pouvoir à Mme PEYTEVIN Jocelyne), TORREILLES Éric (pouvoir à M. GRAS Frédéric), BORD Serge (pouvoir à M. PLANTIER Eric), BERTRAND Roger (pouvoir à M. ANDRÉ Lionel), DELEUZE Patrick (pouvoir à M. BESSE-DESMOULIÈRES Georges), SALEIX Bernard (pouvoir à M. CHAMBON Christian), BENSAKOUN Alain (pouvoir à M. ROUSTAN Max), VEAU-VEYRET Marie-José (pouvoir à Mme ALBALADEJO Marie-Claude), HAOUES Soraya (pouvoir à M. LAURENT Cyril), GUILLEMET Chantal (pouvoir à M. COMTE Yves)

ABSENTS EXCUSÉS :

PERRET Jean-Michel, FONTAINE Patrick, ROSSET-BOULON Bernard, CHALLIER Nathalie

Objet : Délibération rectificative à la Délibération du Conseil de Communauté C2017_05_17 en date du 9 février 2017 portant modalités de création du service commun SIG « Système d'Information Géographique » courant du premier semestre 2017, approbation de la convention d'adhésion à intervenir avec les communes membres de la Communauté Alès Agglomération adhérentes et approbation des conventions spécifiques de prestations de service à intervenir avec les collectivités et établissements extérieurs

Le Conseil de Communauté,

Vu la Directive européenne 2007/2/CE du 14 mars 2007, dite directive Inspire, visant à établir une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne pour favoriser la protection de l'environnement, transposée dans le droit français depuis l'ordonnance n°2010-1232 du 21 octobre 2010 elle-même ratifiée par la loi n°2011-12 du 5 janvier 2011,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-2 modifié,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration (et plus particulièrement son livre III),

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique,

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite « loi MAPTAM ») et notamment son article 67 modifiant les articles L5211-4-2 et L5842-2 du CGCT,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 72,

Vu la loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public dite Loi Valter,

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique dite Loi Lemaire,

Vu le décret n°2011-223 du 1^{er} mars 2011 pris pour l'application de l'article L. 127-10 du Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 2011-494 du 5 mai 2011 pris en application des articles L. 127-8 et L. 127-9 du Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 2011-515 du 10 mai 2011 relatif au calcul des modalités de remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition dans le cadre de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Normes CNIG (Conseil National de l'information Géographique),

Vu l'arrêté préfectoral n°20160913-B1-001 du 13 septembre 2016 par lequel le Préfet du Gard a prononcé la fusion de la Communauté Alès Agglomération et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand'Combien et Hautes Cévennes,

Vu la délibération du Conseil de Communauté (de l'ancienne Alès Agglomération) C2016_14_13 du 15 décembre 2016 portant approbation du principe de création du service commun SIG courant du premier semestre 2017,

Vu la délibération du Conseil de Communauté C2017_05_17 en date du 9 février 2017 portant modalités de création du service commun SIG « Système d'Information Géographique » courant du premier semestre 2017, approbation de la convention d'adhésion à intervenir avec les communes membres d'Alès Agglomération adhérentes et approbation des conventions spécifiques de prestations de service à intervenir avec les collectivités et établissements extérieurs,

Vu l'avis du Comité Technique (de l'ancienne Alès Agglomération) en date du 30 novembre 2016,

Considérant que le service commun SIG (système d'Information Géographique) a été créé par Alès Agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée indéterminée,

Considérant que ce service a été créé avec une prestation de base gratuite pour les communes membres d'Alès Agglomération et forfaitaire pour les autres entités ainsi qu'avec une partie payante pour l'ensemble des demandeurs en fonction des prestations sollicitées et selon un listing détaillé,

Considérant que des conventions d'adhésion ont été proposées et signées par les communes adhérentes depuis le 1^{er} janvier 2017 et ce, jusqu'au 31 décembre 2020,

Considérant que lesdites conventions précisent la nature des différentes prestations pouvant être sollicitées au service commun,

Considérant que des conventions de prestations de service ont également été conclues avec les entités extérieures souhaitant bénéficier des prestations du service commun et ce, selon un mode de calcul spécifique,

Considérant que dans le tableau de l'article 2-3 de la délibération du 9 février 2017, il fallait comprendre que le Service Commun SIG d'Alès Agglomération était ouvert aux communes d'Alès Agglomération, aux E.P.C.I., aux établissements publics (EPIC, EPA, ...), aux Sociétés Publiques Locales (SEM, SPL...) et à tout autre organisme du secteur public... dont le territoire de compétence est commun pour tout ou partie avec le périmètre du Syndicat Mixte du Pays des Cévennes,

Considérant qu'il est précisé aux communes adhérentes d'Alès Agglomération et ce, depuis le 1^{er} janvier 2017 que bien évidemment seules les prestations payantes sont retenues sur leurs Attributions de Compensation (conformément à l'article L5211-4-2 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales) et que pour les collectivités et EPCI non membres d'Alès Agglomération ou pour l'ensemble des autres structures, les frais d'adhésion sont réglés sur factures ou émission d'un titre de recette,

Considérant que la délibération susvisée du 9 février 2017 prévoyait en son article 2-3 les tarifs d'adhésion et conditions de facturation,

Considérant que ces tarifs doivent nécessairement être revisités pour être au plus juste par rapport aux utilisateurs en fonction de leur usage réel, des tarifs des prestations appliqués sur le marché en la matière, du temps passé pour satisfaire la prestation sollicitée, des nouveaux moyens techniques dont dispose le service commun,

Considérant qu'en outre, une annexe 1 intitulée « détail des prestations », venait compléter la délibération du 9 février 2017 en offrant un listing complet des prestations gratuites pour les communes membres d'Alès Agglomération adhérentes ainsi qu'une liste détaillée des différentes prestations payantes,

Considérant dans ces conditions que la présente délibération rectificative a pour vocation d'ajuster les tarifs proposés en revisitant l'article 2-3 de la délibération du 9 février 2017, de clarifier la destination des différentes prestations mais également de réviser plus amplement l'annexe 1 pour clarifier le détail des prestations proposées,

Considérant qu'en dehors des rectifications sus évoquées, les autres dispositions de la délibération du 9 février 2017 restent inchangées,

Considérant que c'est dans ce contexte qu'il est proposé au Conseil de Communauté de se prononcer sur ces différents réajustements,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les réajustements des tarifs d'adhésion et conditions de facturation apportés à l'article 2-3 de la délibération du Conseil de Communauté C2017_05_17 en date du 9 février 2017 comme suit :

« Tarifs d'adhésion et conditions de facturation »

Le tarif d'adhésion sera basé sur le prix de la demi-journée de travail pour 2017 (base chiffres 2016) réalisée par le service SIG.

Nature des prestations	TARIFS Pour les communes membres d'Alès Agglomération et souhaitant adhérer au service commun SIG	TARIFS Pour les collectivités territoriales ou EPCI non membres d'Alès Agglomération, E.P.C.I., établissements publics (EPIC, EPA, ...), sociétés publiques locales (SEM, SPL...) et tout autre organisme du secteur public souhaitant adhérer au service commun SIG
Pour les prestations de base (telles que listées en annexe des conventions)	Gratuité	300 € par an/structure (limité à 4 accès par commune ou 6 accès par entité)
Prestations payantes à la demande (telles que listées en annexe des conventions)	Intervention d'une convention d'adhésion avec chaque commune membre souhaitant adhérer	Intervention d'une convention spécifique avec chaque entité susvisée qui le souhaite
Création ou gestion de bases de données spécifiques	Sur devis (base minimale ½ journée)	Sur devis (base minimale ½ journée)
Réalizations cartographiques à façon	Sur devis (base minimale ½ journée)	Sur devis (base minimale ½ journée)
Édition de cartes pour les 5 premiers exemplaires, Une remise de 10 % sur les tirages suivants	Papier 80g A0 : 18 € Papier 80g A1 : 12 € Papier 80g A2 : 10 € Papier photo A0 : 70 € Papier photo A1 : 50 € Papier photo A2 : 30 €	Papier 80g A0 : 18 € Papier 80g A1 : 12 € Papier 80g A2 : 10 € Papier photo A0 : 70 € Papier photo A1 : 50 € Papier photo A2 : 30 €
Conversion de plans informatiques	10 €/plan/type	10 €/plan/type
Intégration de données sur la maquette 3D	Sur devis (base minimale ½ journée)	Sur devis (base minimale ½ journée)
Formation à l'utilisation de logiciels	Sur devis (base minimale 1 journée)	Sur devis (base minimale 1 journée)
Intégration de documents d'urbanisme	Sur devis (base minimale ½ journée)	Sur devis (base minimale ½ journée)
Création ou gestion de bases de données spécifiques ½ journée	Sur devis (base minimale ½ journée)	Sur devis (base minimale ½ journée)
<i>(Prix estimé 2017 sur la base des chiffres 2016 sera actualisé en fonction des chiffres 2017)</i>	210 €	210 €

ARTICLE 2 : D'approuver les réajustements et mises à jour apportés à l'annexe 1 intitulée détail des prestations, attachée à la délibération du Conseil de Communauté C2017_05_17 en date du 9 février 2017.

Pour extrait conforme,
Le Président,

Max ROUSTAN



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté Alès Agglomération étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

ANNEXE 1 : Détail des prestations du Service Commun

Système d'Information Géographique (SIG) d'Alès

Agglomération

Le Service Commun SIG d'Alès Agglomération est ouvert aux communes d'Alès Agglomération, aux E.P.C.I, aux établissements publics (EPIC, EPA, ...), aux Sociétés Publiques Locales (SEM, SPL...) et à tout autre organisme parapublic... dont le territoire de compétence est commun pour tout ou partie avec le périmètre du Syndicat Mixte du Pays des Cévennes.

Les prestations concernées sont plus particulièrement :

Prestations de base pour les communes membres d'Alès Agglomération adhérentes

1- Mise à disposition du WebSIG (www.sigcevennes.fr)

Cet outil en ligne permet de :

- Visualiser et interroger le cadastre.
- Rechercher les propriétaires
- Éditer les matrices cadastrales.
- Interroger vos documents d'urbanisme (sous réserve de fourniture des fichiers vectorisés de ces derniers au format CNIG).
- Superposer le cadastre sur :
 - Les photos aériennes de 2006-2010-2012-2015.
 - Les zonages PPRI.
 - Les cartes IGN.
 - Un fond de carte routière.
 - Les espaces naturels sensibles
 - Les réseaux (fournis dans format vectorisé compatible).
 - Les zonages EPCI, PNC, Unesco...
- Imprimer l'ensemble des documents susévoqués.

Le Service en assure :

- La gestion
- La mise à jour des données (cadastres, propriétaires)
- L'intégration des documents d'urbanisme au format CNIG. (si adhérents au service ADS)
- L'intégration des réseaux (si fournis dans un format compatible)
- L'évolution du site et des données.
- La gestion des codes d'accès
- La formation des utilisateurs
- L'assistance téléphonique

2- Gestion des mises à disposition et d'échanges de données :

Les données Cartographiques sont mises à la disposition des prestataires en charge d'études confiées par les abonnés, cela comprend :

- La centralisation et le stockage des données
- La rédaction des arrêtés et conventions
- Le suivi des conventions et la mise en place des procédures afférentes
- Découpage et mise à disposition des données disponibles dans le respect des règles de diffusion
- Le contrôle des données rendues par les prestataires
- L'assistance téléphonique

3- Gestion d'une interface « Grand Public » :

Les données Cartographiques des documents d'urbanisme* intégrées dans la base du WebSIG seront publiées en ligne, pour permettre au grand public de les consulter, sur des sites du type :

- Géoportail.fr
- Site Alès Agglomération

(*) Depuis l'ordonnance du 13/12/2015 la mise à disposition des documents d'urbanisme au grand public sur un site internet est obligatoire.

Prestations payantes à la demande

Envoyé en préfecture le 29/09/2017
Reçu en préfecture le 29/09/2017
Affiché le 03/10/2017 
ID : 030-200066918-20170921-C2017_13_31-DE

1- Création ou gestion de bases de données :

Pour les besoins spécifiques d'un adhérent le service SIG peut :

- Créer des bases de données cartographiques.
- Découper, extraire, compléter, mettre en forme..., des données numériques cartographiques ou alphanumériques.
- Créer ou mettre à jour des données cartographiques spécifiques à partir d'éléments fournis par les demandeurs.

2-Réalisations cartographiques à façon :

Suivant vos besoins :

- Création de cartographies SIG à partir de données numériques ou littérales formulées sous forme de base de données.
- Création de plans DAO (Dessin Assisté Par Ordinateur).

3- Édition de cartes :

Suivant vos besoins :

- Impression, sur traceur grand format, des réalisations cartographiques à façon.
- Édition et conversion au format numérique des réalisations cartographiques à façon.

4- Intégration de données sur la maquette 3D :

Le service SIG possède un logiciel SIG 3D Terra Explorer Pro qui permet de visualiser en 3D des données SIG :

- Création et Intégration de données cartographiques dans le logiciel 3D.
- Visualisation et impression de données intégrées à la maquette 3D du territoire.
- Réalisation de films de présentation de la donnée 3D.

5- Formation à l'utilisation de logiciels :

Le service SIG utilise plusieurs logiciels SIG et DAO et propose des formations de :

- Création bases de données intégrables dans les logiciels SIG.
- Utilisation des logiciels SIG : Qgis et ArcGis.
- Utilisation des logiciels DAO : Autocad...

6- Intégration de documents d'urbanisme :

Pour les communes non adhérentes au service commun ADS et sous réserve de fourniture de documents au format CNIG, l'intégration dans le WebSIG ou le Géoportail de l'Urbanisme, sera facturée au tarif d'une journée.

Tous les documents d'urbanisme qui ne sont pas au format CNIG (norme obligatoire depuis 01/2016), ne sont pas intégrables, en l'état, dans le WebSIG, les SIG et les logiciels de publication.

Le service SIG proposera des prestations pour :

- La numérisation des documents papier ou PDF au format CNIG.
- La conversion et l'intégration des documents vectorisés (dans des formats non conformes) au format CNIG.